
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 9 (1981)

DOI: 10.11588/fr.1981.0.51047

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Giers, der die Verlängerung des Rückversicherungsvertrages gewünscht und den widerstrebenden Zaren dafür gewonnen hatte, mit seinen Zweifeln und Ängsten allein im Amt zurück, »the only one to regret the collapse of a structure of relationships on which the peace of Europe had reposed for a decade; the only one to sense in this development the preparation of the eventual German-Russian war from which no good could come – from which, as it turned out, no good would come, only the destruction of both Empires« (S. 409). Eine Fortsetzung dieser »grand old political man history«, unter besonderer Berücksichtigung der Rolle von Giers, dessen tragische Bedeutung für die Geschichte Europas im Ausgang des 19. Jahrhunderts Kennan entdeckt hat, wäre sehr zu wünschen.

Jürgen KÄMMERER, Karlsruhe

Fritz BLAICH, Kartell- und Monopolpolitik im kaiserlichen Deutschland. Das Problem der Marktmacht im deutschen Reichstag zwischen 1879 und 1914, Düsseldorf (Droste Verlag) 1973, 329 p. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 50).

Déjà connu pour son ouvrage sur le rôle de la Diète dans la politique économique du Saint-Empire Romain Germanique, Fritz Blaich envisage dans Kartell- und Monopolpolitik im Kaiserlichen Deutschland, un thème voisin à une époque cependant différente, celle de Bismarck et de Guillaume II. Son propos, comme le suggère le sous-titre de l'ouvrage, est d'étudier, à la mesure des expressions et manifestations parlementaires, la politique du Reichstag, à l'encontre des cartels et monopoles. Car estime l'auteur (p. 12), le rôle de cette assemblée a souvent été négligé ou mal apprécié et cette lacune en justifie un nouvel examen, au travers de sources archivistiques (débat et sessions du Reichstag).

Entre 1871 et 1914, l'Allemagne impériale enregistre un processus de concentration économique qui aboutit à la formation de cartels ou de monopoles en trois vagues successives. La première intervient au lendemain de la crise de 1873 et semble liée à cette dernière. L'auteur montre que ces cartels de crise (industries des locomotives, du rail, et du fer blanc) sont nés avant 1873, et doivent plus à des soumissions de marché qu'aux difficultés économiques (p. 52–55). La seconde remonte au début des années 1890 (naissance en 1893 du Rheinischwestfälische Kohlensyndikat) et la troisième, au début du XX^e siècle, avec la constitution de trusts (p. 11). Le contrôle du marché qui en résulte, s'est produit dans un climat de grande liberté. Le gouvernement impérial évite toute intrusion dans ce domaine, vide de toute législation. L'économie politique dans les écrits de ses principaux théoriciens (G. Schmoller, K. Bücher, L. Pohle), défend une conception utilitaire des cartels. Ces derniers, malgré certaines »maladies de jeunesse« sont très utiles à l'économie, car ils font disparaître la concurrence anarchique et régularisent le marché (p. 27 et 36). C'est aussi le point de vue des juristes et des magistrats. En février 1897, dans un arrêt appelé à une certaine célébrité, le Tribunal impérial de Leipzig, conforte encore cette interprétation, en légalisant la pratique de la cartellisation (p. 9).

Le Reichstag s'intéresse lui aussi à cette question qu'il n'aborde souvent qu'indirectement dans ses discussions sur la politique douanière et budgétaire ou sur la situation économique de l'Empire. Les débats parlementaires de 1879 à 1914 montrent le souci presque permanent qu'éprouve l'assemblée des abus et dangers de la monopolisation du marché allemand. Cette préoccupation se trouve au point de départ de l'étude de Fritz Blaich. Dès 1879 à propos de la nouvelle loi douanière, quelques députés dont Eugen Richter s'inquiètent de l'augmentation des droits de douane qui ne pourra que profiter aux cartels, attachés à des prix élevés, sur le marché intérieur et plus faibles à l'exportation (p. 55–59). Jusqu'au début du XX^e siècle, le projet de création d'un monopole étatique du tabac et de l'alcool, la monopolisation du marché pétrolier allemand par la Standard Oil de Rockefeller et la pénurie de charbon font l'objet de longues

discussions au Reichstag, pendant lesquelles partisans et adversaires des cartels s'affrontent vivement.

Après 1900, la polémique se prolonge à propos du nouveau tarif douanier en 1901-1902, de la récession de 1907-1908 et de la monopolisation croissante dans l'industrie sidérurgique, dans celles de la potasse, du pétrole et de l'électricité. La dénonciation des méfaits des cartels devient plus fréquente et émane de partis plus nombreux (coalition inhabituelle en 1907 de la S.P.D., des Libéraux et des Conservateurs) et d'intérêts économiques plus divers, en particulier des industries légères beaucoup moins concentrées que l'industrie lourde (p. 112, 118, 131). La riposte aux attaques qui prennent à partie le syndicat rhéno-westphalien du charbon, symbole de la monopolisation croissante et bouc émissaire des maux engendrés par les cartels, est assurée par des députés liés aux milieux industriels qui forment un genre de lobby (p. 104 et 115).

Au sein du Reichstag, les partis représentés jouent un rôle important dans le débat. Le Zentrum s'est fait très tôt le champion d'un contrôle du marché et d'une législation sur les cartels (p. 218). Le S.P.D. se rallie à cette position plus pour des raisons tactiques qu'idéologiques (p. 216). Les Nationaux Libéraux hésitent plus longuement, en relation avec leurs clientèles et appuis aux intérêts divergents. Sous l'impulsion de Gustave Stresemann, syndic de l'Association des Chocolatiers Saxons, ils soutiennent le point de vue du Zentrum (p. 225-226), comme le font les libéraux de gauche (p. 229-230). Les partis conservateurs enfin, après avoir été favorables au début du XX^e siècle à un contrôle des cartels, atténuent cette demande à la mesure de leur rapprochement avec la grande industrie (p. 229). La majorité des partis est donc pour une intervention de l'Etat. Mais le gouvernement impérial se fait tirer l'oreille. Il accepte au début du XX^e siècle, sur la proposition du Zentrum de lancer une enquête sur les cartels (p. 108), mais refuse, à plusieurs reprises d'aller plus loin, vers l'adoption d'une loi adéquate (p. 141 et 150) qui ne verra le jour qu'en 1923, sous Gustave Stresemann. Le seul résultat de l'action du Reichstag est de faire accepter, en 1912, par les bureaux du ministère de l'intérieur, l'idée d'une enquête permanente (la précédente a été interrompue) et la mise sur pied d'un registre des cartels, bases futures de la loi de 1923. Cet échec relatif s'explique surtout par la nature «semi-parlementaire» du régime politique de l'Allemagne impériale qui ne donne pas assez d'initiative au Reichstag (p. 13-15).

L'ouvrage comporte une bibliographie détaillée et complète, et un index des noms de personnes, utile pour identifier avec précision celles citées dans le texte sans prénom (par exemple l'industriel alsacien Schlumberger). Cet index pouvait englober les noms ou raisons sociales des cartels et entreprises concentrées. Il reste que l'étude de Fritz Blauch apporte beaucoup sur la question des cartels et monopoles, mais aussi sur le Reichstag. On peut regretter que l'auteur ait laissé de côté, peut-être par respect de la collection à laquelle appartient l'ouvrage, les milieux gouvernementaux au sens large du terme et surtout l'opinion publique (la presse n'est pratiquement pas utilisée).

Denis BRUNN, Metz

Herrmann von der DUNK, *Die Niederlande im Kräftespiel zwischen Kaiserreich und Entente*, Wiesbaden (Steiner) 1980, 44 S. (Institut für europäische Geschichte Mainz. Vorträge, 74).

Herrmann Walther von der Dunk, in Bonn geboren und seit seiner frühen Kindheit in den Niederlanden, zählt heute zu den profiliertesten niederländischen Historikern. Als Schüler von Johan Chr. Boogman, dessen wichtige Studie über die Niederlande und den Deutschen Bund zwischen 1815 und 1851 leider nur in holländischer Sprache vorliegt,¹ beschäftigte er sich

¹ J. Ch. BOOGMAN, *Nederland en de Duitse Bond 1815-1851*. Bd. 1: 1815-1848, Bd. 2: 1848-1851, Groningen, Djakarta 1955.